

visant la protection des droits des Esquimaux, en particulier en ce qui concerne les écoles.

Le gouvernement du Canada est disposé à conclure un accord semblable avec le Québec, conformément à l'objectif que, d'une façon générale, le gouvernement fédéral poursuit quant aux affaires indiennes. Si les gouvernements du Canada et du Québec peuvent en arriver à un accord sur les modalités d'un transfert d'administration, il sera nécessaire de consulter les Esquimaux eux-mêmes, car aucun changement d'administration ne peut avoir lieu avant qu'ils n'aient eu l'occasion d'exprimer leur point de vue. Tel a été l'opinion unanime des gouvernements des provinces au sujet de l'administration des affaires indiennes, lors de la conférence fédérale-provinciale de novembre 1963.

#### ROUTE DE L'ALASKA—INTERPELLATION AU SUJET DES NÉGOCIATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Bert Leboe (Cariboo):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Travaux publics que personne n'a importuné aujourd'hui. Pourrait-il nous dire dès maintenant, ou peut-être dans un jour ou deux, où en sont le pavage de la route de l'Alaska, ainsi que les négociations avec les États-Unis?

**L'hon. J.-P. Deschatelets (ministre des Travaux publics):** Je préférerais prendre cette question pour préavis, monsieur l'Orateur.

#### QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Frank Howard (Skeena):** Pourrais-je poser au premier ministre une question portant sur une déclaration dans laquelle le gouvernement américain dit son intention de discontinuer son aide militaire aux pays qui font des échanges commerciaux avec Cuba? J'aimerais demander au premier ministre si son gouvernement souscrita à l'attitude des États-Unis en retournant les missiles Bomarc? *(Texte)*

**M. Gérard Perron (Beauce):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable premier ministre.

Voudrait-il nous définir les attributions et responsabilités, au sein de son ministère comme devant la Chambre, de son seul et unique ministre sans portefeuille?

**L'hon. Yvon Dupuis (ministre sans portefeuille):** Il n'est pas le seul et unique, il y en a deux. Le député est mal renseigné comme d'habitude.

**M. Gérard Chapdelaine (Sherbrooke):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre de la Justice en sa qualité de leader de la Chambre?

L'honorable député de Trois-Rivières sera-t-il reconnu par le gouvernement comme leader adjoint au chef de l'opposition, ou leader du Québec, ou simplement à titre de député de Trois-Rivières?

*(Traduction)*

**Des voix:** Répondez!

*(Texte)*

**M. Gilles Grégoire (Lapointe):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser à l'honorable ministre des Travaux publics.

Étant donné que le Canada a maintenant un nouveau sir Georges-Étienne Cartier, l'honorable ministre projette-t-il d'enlever la statue de sir Georges-Étienne Cartier actuellement sur les terrains du parlement?

#### RADIO-CANADA

##### QUESTION RELATIVE AU TRAITEMENT DU PRÉSIDENT

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre. Peut-il dire à la Chambre quelles normes ont été utilisées pour justifier le relèvement du traitement du président de la société Radio-Canada, lequel a été porté de \$20,000 à \$40,000?

*(Traduction)*

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** A mon avis, une telle question n'est pas recevable à l'appel de l'ordre du jour.

**M. l'Orateur:** L'honorable représentant de Lac-Saint-Jean.

*(Texte)*

**M. Marcel Lessard (Lac-Saint-Jean):** Monsieur l'Orateur, je vous remercie d'avoir noté que je m'étais levé à plusieurs reprises, mais voici que ma question a déjà été posée par un autre député.

*(Traduction)*

#### LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE SOCIAL

##### FLUORURATION—INTERPELLATION À PROPOS DES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT AU SUJET D'UN RAPPORT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Est):** Madame le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social nous dirait-elle quelle suite elle entend donner aux recommandations formulées dans